

M. Caron: Monsieur le président, il y a deux problèmes qui persistent,—problèmes que l'honorable député ne comprendra peut-être jamais, aveuglé qu'il est par l'esprit de parti,—qui nécessitent une étude sérieuse; ce sont l'inflation et le chômage.

L'inflation constitue peut-être le plus grand problème, parce qu'elle place le pays dans une situation excessivement inquiétante. Nous constatons un peu partout dans les journaux, lors des conférences, chez les présidents de banques, de compagnies d'assurance, enfin chez ceux qui s'y connaissent dans le domaine de la finance, que l'on adresse des reproches au gouvernement.

Par exemple, nous lisons dans le journal *The Citizen* du 26 décembre 1958:

(Traduction)

...Moins d'un an et demi après que les libéraux se sont départis de l'administration des affaires du pays,—alors que le Trésor était en bonne posture et que le seul objet de mécontentement était l'importance des excédents,—l'économie souffre de surtension. Elle est tourmentée par l'apparition à la fois de l'inflation et du chômage, que la magie de M. Diefenbaker ne semble pas capable de conjurer.

(Texte)

Nous lisons également dans le même journal, édition du 30 décembre 1958, ce qui suit:

(Traduction)

...Il y a encore la question du produit national brut (la somme de tous les articles et services produits au cours de l'année)... soit 32 millions.

...Ce chiffre représente une augmentation de 2 p. 100 par rapport à 1957, ce qui, à priori, semble constituer un progrès encourageant. Le fait est, cependant, que les prix ont augmenté d'à peu près le même montant au cours des douze mois en question, de sorte qu'il n'y a, en réalité, aucune augmentation matérielle de notre produit national.

(Texte)

Et parlant d'inflation, un journal de l'Ouest, *The Herald*, journal absolument sympathique au parti conservateur, disait:

(Traduction)

Dans un éditorial intitulé "Crise de confiance", le *Herald* examinait en détail ce budget de 6 milliards de dollars...

Voici ce qu'écrivait le *Herald*: "Notre journal, comme nos lecteurs le savent, a appuyé le parti conservateur dans la lutte qu'il a faite pour prendre le pouvoir. Nous souhaitons ardemment pouvoir affirmer que les finances du pays sont aussi bien administrées qu'il est possible de le faire. Mais, en toute honnêteté, nous ne saurions plus soutenir pareille affirmation".

(Texte)

C'était un journal conservateur qui s'exprimait ainsi:

(Traduction)

Nous ne pensons pas que le gouvernement actuel du Canada gère les finances de notre pays aussi bien qu'elles pourraient être gérées. Au contraire,

nous en sommes venus à regret à conclure que le Canada s'achemine vers de graves perturbations financières; qu'on sape la confiance du pays dans l'argent; que le marché des obligations de l'État à long terme deviendra probablement de plus en plus stagnant; et qu'Ottawa devra de plus en plus recourir aux emprunts à court terme, qui constituent la plus inflationniste de toutes les méthodes dont on puisse se servir pour se procurer l'argent nécessaire à l'activité gouvernementale.

(Texte)

Monsieur le président, j'ai encore de nombreuses citations qu'il me faudra mettre de côté, parce que le temps ne me permettra pas d'en faire part à la Chambre. Toutefois, je ne puis m'empêcher de lire celle-ci:

(Traduction)

Au cours de la décennie postérieure à 1946, ce volume augmentait d'environ 3 p. 100 par année, alors que la masse monétaire s'accroissait d'environ 5½ p. 100 par année.

Au cours des 13 derniers mois, le volume de la production de biens et de services est resté presque tel quel. Mais les disponibilités monétaires de la population ont subi une hausse renversante de 14 p. 100.

L'augmentation des disponibilités monétaires totalisées au cours des 13 derniers mois s'établit à 1 milliard et demi. C'est beaucoup plus que l'accroissement survenu dans toute période correspondante de l'après-guerre.

(Texte)

Voilà, monsieur le président, des critiques qui nous viennent de partout.

En voici une autre:

(Traduction)

Moins d'obligations aux mains du public.

Voici les chiffres montrant la récente régression continue des placements du public en obligations de l'État, non compris les obligations d'épargnes:

Le 28 août 1957, ce chiffre était de 6,159 millions de dollars.

Le 25 juin 1958, il était de 6,013 millions de dollars. Au 24 septembre 1958, il était passé à 5,597 millions de dollars.

La tendance ne peut tromper personne, elle est à la baisse, à la baisse, à la baisse.

Au cours de la même période, la dette publique brute a monté, monté, monté.

D'autre part voici les données concernant la dette publique brute aux mêmes dates:

Le 28 août 1957, elle était de 14,765 millions de dollars.

Le 25 juin 1958, elle était passée à 15,507 millions de dollars.

Au 24 septembre 1958, elle atteignait 15,815 millions de dollars.

Enfin, le 20 octobre, elle dépassait 16 millions de dollars.

La dette publique brute augmente donc toujours, à l'inverse de la tendance à la baisse qu'elle accusait l'année dernière.

(Texte)

Comme vous le voyez, monsieur le président, ce sont des témoignages qui nous viennent de l'extérieur, mais si nous en prenons un autre que ceux-là, nous lirions ceci:

Ce sont les prodigalités et les dépenses irréfêchies du gouvernement qui constituent la principale pression inflationniste. Si le gouvernement veut prêcher